Visite de Nicolas Sarkozy en Eure-et-Loir : le scandale de l'eau passé sous silence

Dossier de

de /> la rédaction de H2o October 2010

Nicolas Sarkozy s'est rendu le 21 octobre en Eure-et-Loir où la situation de l'eau est catastrophique avec aujourd'hui 40 000 personnes qui sont desservies en permanence avec une eau "potable" non conforme Ã la réglementation, sur les crità res nitrates et pesticides. La situation d'urgence sanitaire est telle qu'il faut procéder à la fermeture des captages affectés par ces pollutions, au raccordement des réseaux et, éventuellement, aux traitements. Le Président de la République a annoncé que "les agences de l'eau ont accepté de participer au financement de ces travaux". Or, les investissements pour traitements curatifs, ne font pas partie des interventions des agences de l'eau! "L'annonce du Président de la République est inquiétante car les agences de l'eau ont précisément pour mission d'agir en amont, par des mesures préventives. C'est ailleurs qu'il faut aller chercher les ressources financià res pour traiter l'urgence", indique Cyrille Deshayes, responsable Eau douce au WWF-France. Selon WWF-France, le président départemental du syndicat agricole FDSEA 28, a réclamé une "pause environnementale". ParallA lement le maire de ChA¢tillon-en-Dunois, agriculteur, a demandA© une aide de l'Awtat pour financer les op©rations curatives dans le d©partement dont le co»t est estimé à 100 millions d'euros sur dix ans pour réaliser les interconnexions, et A 200 millions sur vingt ans pour le renouvellement des canalisations. Les élus ruraux, dont 25 % sont des agriculteurs dans ce département, estiment en effet qu'ils ne sont pas en mesure de payer la note. "La profession agricole fait preuve d'irresponsabilité : elle ne veut pas modifier ses pratiques agricoles intensives catastrophiques pour la ressource en eau et demande en mÃame temps aux Français de payer la facture ! Le Président de la République semble leur emboîter le pas : aprÃ"s avoir annoncé un moratoire sur les obligations environnementales fin août, il demande aux agences de l'eau de mener des actions curatives alors que leur mission est de financer la reconquÃate de la qualité des eaux brutes", dénonce Cyrille Deshayes.

La situation de l'Eure-et-Loir est emblA©matique, puisque ce dA©partement héberge la plus grande partie de la Beauce, qualifiée de "grenier à blé" de la France voire de l'Europe. Aujourd'hui la quasi-totalité des nappes phréatiques du département est gravement affectée par une pollution chronique de pesticides et de nitrates majoritairement agricoles. Cette situation n'est pas le fait du hasard : ce département reçoit plus de 150 millions d'euros par an d'aides de la Politique agricole commune pour soutenir le secteur c©r©alier, utilisateur massif de nitrates et de pesticides. "Sans subvention, leur mode de production serait intenable en raison du coût des intrants (pesticides, nitrates notamment) dont ils ont massivement besoin. On peut dire que c'est à l'aide de l'argent du contribuable que les eaux de ce département sont contaminées puis... décontaminées. L'Etat ne joue pas son rà le de garant des deniers publics !" explique Isabelle Laudon, responsable des Politiques européennes au WWF-France. "L'annonce d'un moratoire sur les obligations environnementales en matià re agricole par le Président de la République est dans ce contexte particuliÃ" rement inquié tante : à l'heure où la Commission europé enne s'oriente vers plus d'environnement dans la future PAC, une telle déclaration ne prépare pas l'avenir des agriculteurs français et ne

entre les politiques publiques de l'eau et celle de l'agriculture", conclut Serge Orru, directeur général du WWF-France.

traduit pas une volonté du gouvernement de mettre fin à l'incohérence

Gestion de l'eau en France et politique agricole : un long scandale d'État

Dossier d'information - WWF-FranceÂ